



Association TDIE

Transport-Développement
Intermodalité-Environnement

Rapport d'activité Année 2003

Les annexes de ce rapport peuvent être obtenues sur demande à TDIE.

AVANT PROPOS

Orientations générales et actions à mener en 2003, adoptées lors de l'Assemblée générale de TDIE le 3.12.2002.

Les objectifs politiques figurant au relevé de décisions de l'Assemblée générale étaient :

- **Promouvoir un schéma national multimodal de transport** et contribuer à son élaboration **en liaison avec les régions sur la base des schémas régionaux de transport** en :
 - Sollicitant les régions pour actualiser leur schéma multimodal de transport
 - Organisant un séminaire au Sénat réunissant des représentants de régions
 - Organisant des déplacements en régions pour en rencontrer les acteurs et promouvoir les actions de TDIE dans la perspective des débats parlementaires
 - Organisant un colloque : « La France et les grandes liaisons européennes » à l'automne 2003, au Sénat.

- **Poursuivre les réflexions et les propositions sur le financement des infrastructures et la tarification et obtenir une loi de programmation**, en :
 - Organisant un séminaire interne sur une approche comparative en Europe des engagements en investissements sur les transports en Allemagne, Benelux, Royaume-Uni, Espagne et Italie
 - Utilisant les conclusions de ce séminaire comme base de réflexion à un colloque sur le financement des infrastructures avant le débat d'orientation

- **Promouvoir une réflexion sur une meilleure prise en compte des contraintes environnementales**, en :
 - Organisant une table ronde en avril/mai avec les responsables Environnement, opérateurs et acteurs du transport et infrastructures

En terme d'organisation, il avait été décidé de :

- structurer TDIE
- valoriser les travaux de l'association sur le plan médiatique
- rechercher des soutiens financiers

Le rapport d'activités qui suit a pour ambition de rendre de compte des actions entreprises en fonction des objectifs qui ont été assignés à TDIE.

En termes de décisions prises par les pouvoirs publics, **le CIADT du 18 décembre 2003 a pris en compte la plupart des orientations dont TDIE a assuré la promotion tout au long de l'année 2003.**

Sommaire

1	TDIE, présentation générale
2	Activités internes (adhésions, animation, Conseil d'administration, Assemblées générales, Conseil scientifique, groupes de travail, participations de TDIE, conférences de presse)
3	Séminaires & Colloques initiés par TDIE
4	Etudes réalisées
5	Veille parlementaire

ANNEXES

1	Comptes rendus de l'Assemblée générale et des Conseils d'administration
2	Liste des parlementaires intervenus sur la question des transports lors des débats de mai et juin 2003
3	Etudes et dossiers TDIE : -Financement des infrastructures de transport : étude de comparaison européenne -Dossier parlementaire pour le débat sur les infrastructures de transport -40 recommandations en faveur d'une politique des transports moderne -Etude cartographique « Pour un schéma multimodal de transport à l'horizon 2030 » -Etude DATAR sur la mise en œuvre de la décentralisation
4	Comptes rendus des conseils scientifiques
5	Actes des colloques et séminaires
6	Compte-rendus des groupes de travail

I. Présentation de TDIE

1. TDIE, une association pluraliste, force de propositions auprès des pouvoirs publics :

TDIE est une association pluraliste représentant l'ensemble des acteurs des différents modes de transports (professionnels, élus nationaux et territoriaux, experts et universitaires).

Son objectif est de promouvoir auprès des pouvoirs publics et du Parlement, ses réflexions et propositions au service d'une politique globale des transports et des déplacements.

TDIE, créée en juin 2001, est présidée par Jacques OUDIN, Sénateur de la Vendée et Philippe DURON, ancien député. Cette association constitue une plate-forme d'échanges pour l'ensemble des acteurs publics et privés du secteur des transports.

L'année 2003, très riche en discussions et rapports sur le sujet des transports et des nouvelles infrastructures rendues nécessaires par l'évolution des besoins, a été l'occasion pour TDIE de s'engager dans la préparation du débat d'orientation sur les transports. Ce débat s'est tenu en mai 2003 à l'Assemblée Nationale et en juin, au Sénat. En fin d'année, TDIE a poursuivi son action de sensibilisation auprès des pouvoirs publics, dans le cadre des discussions relatives au projet de loi de finances pour 2004, à la décentralisation, ainsi qu'à l'occasion du prochain Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire du 18 décembre

2. TDIE, son champ d'investigation et de proposition :

TDIE dispose de 6 groupes de travail et de réflexion couvrant l'ensemble des champs du transport : « Recensement des besoins », « Intermodalité », « Environnement et infrastructures », « Comptes de transports, financements et tarification », « Décentralisation/ Régionalisation/ Aménagement du territoire » et « Europe ». L'association bénéficie du soutien du Conseil scientifique animé par Michel SAVY (voir composition p.9).

3. TDIE, ses principaux travaux en 2002 et 2003 :

- Analyse de portée générale sur les évolutions des besoins de transports à 15/20 ans (juillet 2002)
- Recensement des besoins régionaux de transports à 20 ans (octobre 2002)
- Colloque sur le financement des infrastructures (novembre 2002)
- Séminaire d'échanges : « Les acteurs du transport et le développement durable : quels engagements ? (mars 2003)
- Colloque : « Pour une politique des transports cohérente et efficace » (mars 2003)
- Séminaire d'échange de portée européenne : « Politiques d'investissement et de financement : comparaisons européennes et enseignements pour la France » (avril 2003)
- Dossier parlementaire élaboré dans le cadre des débats à l'Assemblée et au Sénat et remis aux parlementaires (mai, juin 2003)

- Colloque sur le développement des implantations logistiques en France et ses enjeux pour les politiques d'aménagement en liaison avec les CGPC, SGOU, CFCI, et TLF (octobre 2003).
- Contribution à l'élaboration d'un schéma multimodal de transports à l'horizon 2030: étude cartographique (novembre 2003)
- Colloque sur « La réalisation d'équipements et d'infrastructures pour soutenir la croissance » (novembre 2003)
- Séminaire DATAR sur les impacts du projet de loi sur la décentralisation (novembre 2003) et volet « Logistique et territoire » en liaison avec Michel SAVY.

4. Les adhérents de TDIE :

- 1) Transport, tous secteurs confondus :** Avenir Transports, Syndicat des Terrassiers de France (Fondateur), Conseil National des Transports, Association des Utilisateurs de Transport de Fret, Fédération Nationale des Travaux Publics (Fondateur), Scetauroute, Eurotunnel.
- 2) Transport routier :** Comité des Constructeurs Français d'Automobiles, Union Routière de France, Fédération Nationale des Transports Routiers (Fondateur), Union des Syndicats de l'Industrie Routière Française USIRF (Fondateur), Association des Sociétés Françaises d'Autoroute (Fondateur), Association Française du Transport Routier International, Autoroute Avenir, Fédération des entreprises de transports et logistique de France (Fondateur).
- 3) Transport ferroviaire :** Réseau Ferré de France (Fondateur), Avenir Rail, Fédération des Industries Ferroviaires, Syndicat des Entrepreneurs des Travaux de Voies Ferrées de France (Fondateur).
- 4) Transport aérien :** Union des Chambres de Commerce et d'Etablissements Gestionnaires d'Aéroports, Air France, ADP.
- 5) Transport portuaire, maritime et fluvial :** Voies Navigables de France (Fondateur), Union des Ports Autonomes et des Chambres de Commerce et d'Industrie Maritimes, Comité des Armateurs Fluviaux, Association pour le Développement des Ports Français (Fondateur), Armateurs de France, Port Autonome de Marseille.
- 6) Transports collectifs urbains :** RATP, UTP.
- 7) Associations nationales de professionnels ou d'élus :** Assemblée des Régions de France, Association des Maires de France, Assemblée des Départements de France, Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie
- 8) Collectivités locales, organismes publics :** Conseils régionaux d'Alsace, de Bretagne, de Languedoc Roussillon, de Lorraine, de Nord-Pas-de-Calais, de Poitou-Charentes, Conseils généraux de l'Ain, du Cher, de

Corrèze, de Côte d'Or, du Doubs, des Hautes Alpes, d'Ille-et-Vilaine, d'Isère, de Loire Atlantique, du Loiret, du Maine-et-Loire, de la Marne, de Moselle, de la Nièvre, du Nord, de Savoie, de Seine-Maritime, CCI de Cherbourg-Cotentin

II. Activités internes en 2003

1. Evolution des adhésions 2002/2003 :

On dénombre dans l'association, comme en 2002, 4 catégories d'adhérents

Les adhérents professionnels :

9 adhérents fondateurs et 26 adhérents simples

Les associations nationales d'élus ou assimilées :

ARF, ADF, AMF, ACFCI

Les collectivités locales ou assimilées :

Régions, départements, chambres de commerce

Les personnes physiques :

Parlementaires, experts, scientifiques

Tous les organismes qui avaient adhéré à TDIE en 2002 ont confirmé leur adhésion en 2003 et ce, dans chacune des catégories (cf. liste des adhérents ci-avant).

L'année 2003 a en outre été marquée par une **augmentation des adhérents** :

- au titre des adhésions professionnelles : les sociétés EUROTUNNEL et SCETAUROUTE.
- au titre des collectivités territoriales adhérentes, 8 nouvelles adhésions ont été enregistrées (25 collectivités en 2003, contre 17 en 2002). L'augmentation est essentiellement le fait de l'adhésion de 5 nouvelles régions (V. tableau ci-après).
A noter : la quasi-majorité des collectivités qui adhéraient à TDIE via Autoroute Avenir adhèrent désormais directement à notre association.
- au titre des personnes physiques, les débats d'orientation parlementaire ont permis une hausse des adhésions des parlementaires s'intéressant à nos actions. En 2003, la liste de parlementaires comprenait 31 sénateurs dont 24 « membres d'honneur de TDIE » et 44 députés dont 33 « membres d'honneur de TDIE » (voir liste en annexe).

Parmi les organismes professionnels, et outre leurs adhésions, il faut souligner l'implication importante de nos membres fondateurs et les collaborations de chacun de nos membres adhérents pour l'élaboration de nos études ou dossiers et l'organisation de nos séminaires et de nos manifestations. Il faut également

mentionner les soutiens en 2003, du Ministère de l'Équipement, de la DATAR et de DEXIA.

Adhésions des collectivités locales à TDIE en 2003 et comparaison 2002

Année	Départements	Régions
2002		
Adhésion directe	Ain, Cher, Isère, Maine et Loire, Marne, Nord	Alsace
Adhésion via Autoroute Avenir	Doubs, Ile et Vilaine, Indre, Loire Atlantique, Loiret, Somme, Vendée,	Pays de la Loire, Picardie, Languedoc Roussillon
2003		
Adhésion directe décidée	Ain, Hautes Alpes , Cher , Corrèze , Côte d'Or , Doubs, Ile et Vilaine, Isère, Loiret , Loire Atlantique, Maine et Loire , Marne, Moselle, Nièvre, Nord , Saône et Loire, Savoie , Seine Maritime	Alsace, Bretagne, Lorraine, Languedoc Roussillon Nord Pas de Calais, Poitou Charente, Rhône Alpes

2. Animation de l'association en 2003 :

L'association est présidée et animée par Jacques OUDIN, sénateur de la Vendée et Philippe DURON, ancien député du Calvados.

L'équipe de TDIE est constituée d'un délégué général (Jean Baptiste de PREMARE) et d'une assistante de direction (Cristilia MONTEIRO). TDIE bénéficie du concours régulier de Frédéric ALLEMAND, collaborateur parlementaire de Jacques OUDIN.

Au cours de l'année 2003, trois stagiaires plein temps ont collaboré également à l'activité de TDIE, aux côtés du délégué général :

Frédéric BOUNOUS tout d'abord, lors de son master de Management Public et Politique à l'Institut Supérieur de Management Public et Politique (ISMAPP), d'octobre 2002 à juin 2003. De même Laurence ROZAS y fit son stage de DEA Transports pour l'Université Paris 12 Val de Marne et l'ENPC de mars 2003 à novembre 2003.

Enfin, Nadège BUQUET y intervient actuellement, également dans un cadre d'immersion professionnelle, pour l'ISMAPP depuis le 2 octobre 2003.

3. Conseil des fondateurs et Assemblée générale en 2003

TDIE fonctionne comme toute association dans le cadre d'assemblées générales et de réunions de son conseil d'administration composé des représentants des organismes fondateurs.

-Le conseil des fondateurs (conseil d'administration) :

Le conseil des fondateurs a été sollicité à trois reprises au cours de 2003 à la fois pour tenir compte du calendrier politique des transports et prendre les décisions importantes sur l'action de TDIE en direction des pouvoirs publics.

le 5 février

Cette rencontre entre membres fondateurs et présidents des groupes de travail de TDIE a permis de fixer le programme de travail dans la perspective du débat d'orientation au Parlement décidé par le Gouvernement.

le 9 juillet

L'un des objectifs de cette réunion était la préparation du colloque du 14 novembre, et notamment son contenu cartographique, ainsi que la préparation de la campagne budgétaire 2004 de TDIE.

De plus, il s'agissait de tirer les enseignements du débat parlementaire de mai et juin 2003 sur les transports et de faire le point des actions de TDIE d'ici la fin 2003. Jacques OUDIN a pu présenter les objectifs poursuivis dans sa proposition de loi en préparation portant diverses mesures sur les transports.

le 14 octobre

En raison de l'imminence de la tenue d'un Comité Interministériel d'Aménagement Durable du Territoire consacré aux transports, le conseil des fondateurs a été réuni pour faire le point des travaux de TDIE en direction des pouvoirs publics et des débats en cours au Parlement avec notamment le projet de loi relatif aux responsabilités locales et la proposition de loi portant diverses mesures sur les transports de Jacques OUDIN. Le travail cartographique engagé comme contribution à un schéma multimodal de transport à l'horizon 2030 a été validé. Un point a été fait sur le colloque du 14 novembre 2003 en préparation intitulé « *La réalisation d'équipements et d'infrastructures pour soutenir la croissance* ».

-L'Assemblée générale :

Sur le plan politique :

L'Assemblée générale du 22 mai 2003 se situant après le débat à l'Assemblée Nationale et avant le débat au Sénat, une motion réaffirmant les objectifs de TDIE dans le contexte du débat parlementaire sur les transports, a notamment été adoptée (voir ci-dessous).

.....

<p style="text-align: center;">Motion adoptée en vue du débat Transport au Sénat le 3 juin 2003</p>

Le débat d'orientation sur les transports s'est ouvert à l'Assemblée nationale le 20 mai 2003 et se poursuivra au Sénat le 3 juin prochain.

Ce débat avait été demandé par notre association afin de favoriser l'adoption par le Gouvernement d'une politique ambitieuse en faveur des transports et pour que puissent être définies les perspectives en matière de planification des infrastructures de transport et de financement à long terme.

Cette demande résultait des constats suivants :

- 1- Le transport est capital dans le fonctionnement de notre économie. Il est créateur de richesse. Les ressources générées par son activité lui permettent de financer ses besoins en termes d'entretien et d'extension de ses infrastructures et de participer au développement des économies régionales.
- 2- Il n'y a pas de politique de transport cohérente et efficace sans vision à long terme et sans prise en considération du développement intermodal et des contraintes environnementales.
- 3- La croissance de la mobilité répond à des besoins pérennes liés à la mutation du système productif, à l'évolution des modes de vie et à la croissance économique.
- 4- La France pas plus que les instances européennes ne disposent actuellement d'une politique financière à long terme pour financer les réseaux de transport, contrairement à certains grands pays européens. L'ensemble des pays européens doit par ailleurs déterminer les conditions d'un nouvel équilibre financier entre les participations des contribuables et des usagers.

Afin de jeter les bases d'une politique des transports cohérente et efficace, notre association militait fortement en faveur de trois orientations principales :

- **La création d'un schéma national multimodal de transport à long terme en liaison avec les collectivités territoriales qui reposerait sur les plans régionaux et inter-régionaux de transport et intégrerait le développement des grandes liaisons transeuropéennes.**
- **La rénovation du système de financement des transports basée sur cinq objectifs principaux :**
 - Disposer de comptes clairs et transparents
 - Assurer la pérennité des engagements financiers de l'Etat en faveur des grandes infrastructures de transport
 - Instaurer une tarification équilibrée de l'usage des infrastructures
 - Affecter les ressources issues des transports à un fonds de péréquation national et multimodal pour le financement des investissements de transport géré par un établissement public
 - Placer ces évolutions dans le nouveau contexte de la décentralisation et du développement des grandes liaisons trans-européennes.
- **La mise en œuvre d'une loi d'orientation et de programmation.**

Le débat engagé à l'Assemblée Nationale permet de constater que les trois orientations principales mises en avant par TDIE sont partagées par de nombreux députés. Les ministres qui se sont exprimés ont une ambition en faveur d'une politique des transports dynamique et retiennent d'ores et déjà le principe de recettes supplémentaires affectées aux transports.

En conséquence, l'Association TDIE souhaite qu'au cours du débat qui se tiendra au Sénat, le gouvernement puisse répondre favorablement à ces trois orientations. Elle souhaite pour sa part que le calendrier qui serait retenu tienne compte de celui adopté pour la décentralisation.

Sur le plan statutaire :

Le rapport de gestion et les comptes consolidés de 2002, ainsi que le budget prévisionnel 2003 sont validés. A cette même occasion, le nouveau trésorier de TDIE, Monsieur Philippe GRESSET est élu à l'unanimité.

4. Les travaux du Conseil scientifique en 2003 :

-Présentation du Conseil scientifique

L'association bénéficie du soutien d'un Conseil scientifique animé par Michel SAVY, professeur à l'ENPC et l'Université Paris Val de Marne. Il est composé de :

- Jean BERGOUX, Consultant
- Alain BONNAFOUS, Professeur LET-ISH
- Jean CHAPON, Ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées
- Bernard FRITSCH, Professeur de géographie de l'université de Nantes
- Guy JOIGNAUX, Directeur de l'INRETS Lille
- Rémy PRUD'HOMME, Professeur
- Emile QUINET, Professeur

- Michel SAVY, Professeur ENPC, CERAS
- Pierre SUARD, Consultant
- Philippe SUBRA, Géographe
- Alain VIVET, Ancien directeur général de l'ASFA

-Au cours de l'année 2003, le conseil scientifique s'est réuni à diverses reprises :

Le 8 avril :

La réunion a permis des échanges sur les différents rapports rendus publics sur le sujet des transports (rapport d'audit, rapport parlementaire sur le fret ferroviaire...) ainsi que sur les enseignements à tirer dans la perspective du débat d'orientation de mai 2003, sur ce même secteur.

De plus, les résultats de l'étude sur les comparaisons européennes en matière de prospective et d'investissements en infrastructures de transport ont été examinés. Enfin, la réunion s'est achevée sur un point relatif à l'avancée du colloque du 14 avril : « Politique de financement et d'investissement en infrastructures de transport : comparaisons européennes et enseignements pour la France ».

Le 9 juillet :

Le conseil scientifique s'est exprimé sur la préparation du colloque du 14 novembre, sur le thème « Schéma national multimodal de transports : conception, financement, réalisation ». Il a également proposé de nouvelles pistes de travail : acceptabilité sociale des infrastructures, leurs impacts sur les organisations économiques...

Le 5 novembre :

Les projets de cartes des réseaux de transport à l'horizon 2030 ont été examinés en séance, suivis d'un point sur la manifestation du 7 octobre consacrée aux plates-formes logistiques, et sur la préparation du colloque du 14 novembre relatif à « La réalisation d'équipements et d'infrastructures pour soutenir la croissance ».

Le projet d'étude commandé à TDIE par la Datar sur les impacts de la décentralisation sur la gouvernance des transports a été présenté aux membres du Conseil scientifique.

5. Activités des groupes de travail en 2003 :

TDIE dispose de **6 groupes de travail et de réflexion** couvrant l'ensemble des champs du transport :

- « Recensement des besoins »,
- « Intermodalité »,
- « Comptes de transports, financements et tarification »,
- « Décentralisation/ Régionalisation/ Aménagement du territoire » et « Europe ».
- « Environnement et infrastructures ».

Après une activité soutenue en 2002 des groupes de travail « Recensement des besoins », « Intermodalité » et « Financement » dont les travaux ont pu être

valorisés dans le cadre de la préparation du dossier parlementaire, TDIE a sollicité le groupe de travail « Environnement ».

Ce groupe s'est réuni à plusieurs reprises cette année à l'occasion de la préparation du séminaire « Les acteurs du transport et le développement durable, quels engagements ? » qui a eu lieu le 4 mars 2003.

Le 9 janvier :

Cette première rencontre pour 2003 a été motivée par la préparation du colloque du 4 mars. Elle visait notamment l'organisation de la table ronde pour ce colloque, l'élaboration d'un rétro-planning, et d'une charte des acteurs pour le développement durable.

Le 23 janvier :

Ce jour, les objectifs et le déroulement de la table ronde sont validés. Sont également discutés la note de fond pour le séminaire ainsi qu'un canevas de positions communes et d'engagements sur l'avenir.

Le 19 février :

Les dernières validations pour le colloque du 4 mars sont accordées, notamment l'organisation de la table ronde ainsi que la répartition des intervenants.

Le groupe de travail cartographique :

Dans la perspective de la réalisation du travail cartographique comme contribution à un schéma multimodal de transport, TDIE a sollicité l'ensemble de ses membres concernés dans le cadre de groupes de travail.

Le 2 septembre :

Réunion du groupe « cartographie-routes »

Le 9 septembre :

Réunion du groupe « cartographie-fer »

Le 15 septembre :

Réunion du groupe « cartographie-autres modes »

6. Participations de TDIE à des manifestations extérieures, déplacements, rencontres essentielles en 2003 :

Via ses présidents :

- 14 janvier : Jacques OUDIN à Bruxelles (DGTREN)
- 30 janvier messieurs DURON et OUDIN à Rennes (Ouest France, Conseil régional, CRCI et CESR)
- 12 février : rencontre de Jacques OUDIN avec Nicolas JACQUET
- 18 février : participation de TDIE à la Commission Transport de l'ADF

- 13 juin à Amiens : participation de Philippe DURON à la table ronde Avenir Rail sur : Quelles perspectives pour le transport ferroviaire régional ?
- 30 juillet 2003 : rencontre entre Jacques OUDIN et le cabinet de Dominique BUSSEAU
- 16 septembre : Philippe DURON, participe à l'AG de l'APADIL à Metz
- 17 novembre : Participation de messieurs DURON et OUDIN à la Commission Transports de l'ADF.

Via son délégué général : Monsieur DE PREMARE :

- 7 mars : J. B. de PREMARE dans le Nord Pas de Calais (Conseil régional)
- 26 mai : intervention au colloque AFCG, sur l'acceptation sociale des infrastructures
- 10 avril : à Reims pour l'Assemblée Générale du SPRIR
- 1 juillet 2003 : Assemblée Générale du SPRIR Alsace
- 18 septembre : à Bruxelles pour la DGTREN
- 5 décembre : Assemblée Générale du SPRIR Lorraine
- 10 décembre : Jean Baptiste de PREMARE, Nadège BUQUET, rencontre avec Guy JOIGNAUX, directeur de l'INRETS de Lille.

7. Conférences de presse spécifiques

- 30 avril : point presse au Sénat
- 15 mai : à l'occasion du petit déjeuner de presse le 15 mai 2003, les co-présidents de TDIE ont transmis aux parlementaires la contribution de l'association.
- 13 octobre 2003, au Sénat : conférence de presse :

L'ensemble du travail cartographique relatif à une proposition d'élaboration d'un schéma multimodal de transports à l'horizon 2030, est ici rendu public, ainsi que la méthodologie d'élaboration suivie et les objectifs préalablement fixés.

III. Séminaires & Colloques initiés par TDIE en 2003

La prise en compte des attentes des collectivités et des agents économiques au travers d'actions efficaces et reconnues

En application des décisions de l'Assemblée générale de décembre 2002, TDIE a engagé de nombreuses actions de portée nationale et européenne afin de sensibiliser les pouvoirs publics et le monde des transports sur la nécessité de doter la France d'une politique des transports qui soit globale, de long terme, cohérente et intégrée dans les réseaux européens.

A/ Séminaires publics :

1- En 2003, TDIE intervient sur la problématique de l'actualisation des schémas régionaux de transport.

*Séminaire d'échanges du 4 février 2003, au Sénat intitulé :
« Besoins régionaux, schémas régionaux de transport, base d'un schéma national multimodal de transport ? »*

Il s'agissait d'un séminaire interne d'échanges avec les régions, réunissant des représentants de conseils régionaux et généraux sur le sujet de l'élaboration des schémas régionaux de transports comme piliers d'un schéma national multimodal et des place et rôle des régions en matière de planification des réseaux.

Ce séminaire a présenté les premières pistes d'orientations à suivre concernant la révision des schémas régionaux et les modes de financement des infrastructures de transport.

Intervenants :

- Jacques OUDIN
- Philippe DURON
- Pierre JOLIVET, directeur des infrastructures de Bretagne
- Bernard MARQUIE, vice-président de la région Midi-Pyrénées
- Jacques JOUVE, vice-président du Limousin
- Antoine STOUFF, directeur du service transport de Champagne-Ardenne
- Pierre LEMERY-PEISSIK, service transport de la région PACA
- Joël GIRAUD, député des Hautes Alpes
- Geneviève DESGRIS, chef du service infrastructure-transport Poitou-Charente
- Régine BONNET, adjointe au directeur du service transport, Nord Pas de Calais
- Madame BENEDETTO, représentante de la région Languedoc Roussillon

- Yves DENIAUD, président de la commission Aménagement du territoire, Basse-Normandie, et député de l'Orne
- Michel RAISON, vice-président de la région Franche-Comté, député de Haute-Saône
- Jacques TRORIAL, président de l'ADPF
- Jean CHAPON, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées

2- Les engagements des acteurs du transport en faveur du développement durable

*Séminaire d'échanges du 4 mars 2003, au Sénat intitulé :
« Les acteurs du transport et le développement durable : Quels engagements ? »*

Ce séminaire avait pour objectif d'assurer l'échange d'expérience sur les engagements actuels et à venir, les savoir-faire, les attentes et les réponses à apporter et d'adopter une démarche d'actions et de propositions communes favorisant la prise en compte des objectifs de développement durable (voir en annexe).

Intervenants :

Introduction : Philippe DURON, Jacques OUDIN

Première table : Quels sont les besoins des acteurs du transport pour être efficaces en matière de développement durable ?

- François BORDRY, Président de VNF
- Rémy CHARDON, président de l'ASFA
- Hervé de TREGLODE, directeur du développement de RFF
- Francis BABE, Directeur Actions économiques FNTR
- Jacques TRORIAL, président de l'ADPF

Seconde table ronde : Comment, grâce aux avancées constatées, peut-on répondre ensemble aux exigences du développement durable ?

- Daniel BERREBI, président de la commission environnement de l'USIRF
- Pierre CHASSIGNEUX, président de l'ADP
- Louis DEFLINE, vice-président de TLF et PDG de Gefco
- Anne-Marie IDRAC, PDG de la RATP
- Patrice RAULIN, directeur des transports terrestres METLTM
- Daniel SUDOUR, directeur des relations extérieures de Renault Trucks

3- Planification et programmation de la politique des transports (mars 2003)

*Manifestation nationale du 19 mars 2003, à la Maison de la Chimie, intitulée
« Pour une politique des transports cohérente et efficace »*

Cette conférence de portée nationale visait la promotion d'une démarche de planification à l'échelon régional et national intégrant les axes européens. Elle a réuni des élus locaux, nationaux, des socio-professionnels, des représentants d'organismes concernés et administration. Elle s'est tenue en présence de monsieur de ROBIEN ministre de l'Équipement, et de monsieur BUSSEREAU secrétaire d'État aux transports.

Deux constats soutenus par les représentants des collectivités territoriales, les professionnels des transports et les services de l'administration, à l'occasion de cette rencontre :

- une vraie politique des transports nécessite une planification nationale (schéma national multimodal des transports) et un engagement national de la Nation sur le long terme (loi de programmation)
- aucune politique des transports n'est efficace ni crédible sans une véritable politique d'investissement en infrastructures

Intervenants :

Première table ronde : Planification des besoins de transports : quelle cohérence entre les besoins régionaux, nationaux et européens ?

- Dominique BUSSEREAU, secrétaire d'État aux transports et à la mer
- Philippe DURON, co-président de TDIE
- Noël de SAINT-PULGENT, inspecteur général des finances
- Claude GRESSIER, conseil général des Ponts et Chaussées
- François BORDRY, président de VNF
- Jean-Claude BRUNIER, membre de la CRCI Languedoc-Roussillon,
- Jean-Pierre DUPORT, président de RFF
- Philippe GRESSET, président de l'USIRF
- Michel HUNAUULT, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire, député de Loire Atlantique
- Gérard MIQUEL, sénateur, rapporteur spécial du budget « Routes et sécurité routière »
- Edouard BERLET, délégué général d'Armateurs de France
- Gérard LONGUET, sénateur et président du conseil régional de Lorraine

Seconde table ronde : Programmation pour les infrastructures de transport : quelles priorités et comment assurer leur financement sur le long terme ?

- Louis de BROISSIA, sénateur et président du conseil général de la Côte d'Or
- Rémi CHARDON, président de l'ASFA

- Jacques OUDIN, co-président délégué de TDIE, sénateur de Vendée président du groupe « Transports et intermodalité » de l'ACFCI
- Adrien ZELLER, président du conseil régional d'Alsace
- Eric FOURNIER, vice-président de la région Rhône-Alpes, maire-adjoint de Chamonix
- Daniel TARDY, président de la FNTF
- Hervé MARITON, député de la Drôme, rapporteur spécial du budget de l'Équipement et des transports terrestres
- Daniel PERCHERON, sénateur et président du conseil régional de Nord Pas de Calais
- Gilles de ROBIEN, ministre de l'Équipement, du logement, des transports et de la mer

4- L'atypisme français par rapport aux pays européens en matière de financement de la politique des transports

Colloque du 14 avril 2003, au Sénat intitulé : « Politiques de financement et d'investissement en infrastructures de transport : Comparaisons européennes et enseignements pour la France »

L'objectif de ce séminaire était une comparaison européenne sur les outils de la prospective, de la programmation des infrastructures de transports et les engagements en investissements. Ce dernier a réuni des experts de 7 pays : universitaires, élus, représentants d'administration et membres de TDIE.

Intervenants :

Première table ronde : Les spécificités du modèle français et ses besoins d'évaluation

- Jacques OUDIN, co-président délégué de TDIE, sénateur de Vendée
- Nicolas JACQUET, délégué à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale
- Alain RATHERY, CEMT
- Claude GRESSIER, conseil général des Ponts et Chaussées
- Patrick GANDIL, directeur des routes au ministère de l'Équipement et des Transports
- Olivier DEBAINS, directeur financier de RFF
- Jean-Yves LECLERCQ, direction du Trésor, Ministère de l'Économie et des Finances
- Daniel TARDY, président de la FNTF
- Christian JAMET, directeur général de VNF
- Eric FOURNIER, vice-président régional de Rhône-Alpes, maire-adjoint de Chamonix
- Patrick BŒUF, Banque européenne d'investissement
- Daniel VINCENT, fédération de l'Industrie européenne de la construction

Déjeuner des participants avec Dominique BUSSEAU, secrétaire d'Etat aux transports.

Seconde table ronde : Le financement des infrastructures en Europe, quelles évolutions, quels partenariats entre les collectivités territoriales, les états membres et l'Europe ?

- Nathalie CARRON, Office fédéral de développement territorial (Suisse)
- Phil GOODWIN, professeur en politique des transports, université du collège de Londres
- Sergio BOLOGNA, Progetrasporti (Italie)
- Rafael IZQUIERDO, professeur de transport Ecole technique supérieure des ingénieurs des Ponts, Chaussées et Canaux (Espagne)
- Marc GAUDRY, professeur en Sciences économiques NEA (Pays Bas)
- Peter GEHRUNG, ministère fédéral du transport, de la construction et du logement (Allemagne)

5- La logistique dans le secteur des transports :

*Séminaire du 7 octobre 2003, au Sénat
Implantations logistiques*

Ce séminaire a été réalisé à la demande du CGPC et du SGOU en partenariat avec l'ACFCI et TLF. Il a fait suite au rapport de Dominique BECKER du CGPC : « Le développement des implantations logistiques en France et ses enjeux pour les politiques d'aménagement ». Il a permis de dresser plusieurs constats partagés par l'ensemble des intervenants et participants : bien que la France soit bien placée parmi les pays de l'Union européenne, elle doit faire évoluer ses procédures administratives et réglementaires pour être plus attractive. De plus, il a été souligné le véritable enjeu d'avenir que constitue l'activité logistique.

Intervenants :

Introduction : Hervé DUPONT, secrétaire général du Groupe central des grandes opérations d'urbanisme

Première table ronde : Supply chain et plates-formes logistiques

- Philippe DURON, co-président de TDIE
- Philippe-Pierre DORNIER, Jean-Noël CHAPULUT, rapporteurs
- Pierre PETIT, directeur général de Gazeley Europe
- Pierre ENDERLE, directeur général de DHL Solutions
- Jean-Marie PICARD, directeur « Supply Chain » de Carrefour
- Jean-Pierre DESORMEAUX, président de la CCI de l'Eure, secrétaire de l'association « Haute-Normandie filière logistique »
- Richard SHERREF, directeur général d'Eurotunnel
- Michel-André DURAND, directeur général de l'établissement public de la nouvelle de l'Isle d'Abeau

Seconde table ronde : La logistique : un enjeu pour les politiques publiques d'aménagement et de développement

- Michel SAVY, Jacques PERNELLE, rapporteurs
- Jean-Pierre DUFAY, directeur général de l'établissement public de la nouvelle ville de Sénart
- Marc-Philippe DAUBRESSE, député du Nord
- Marie-Michelle BATAILLE, président de la commission Transport de la région Ile-de-France
- Claude LANCRENON, directeur du service développement et urbanisme de la CCI du Loiret
- Ronald HAHN, président Prologis Europe Sud, directeur général de Garonor

Conclusion par Jacques OUDIN, co-président délégué de TDIE.

6- Equipements et infrastructures de transports comme supports de croissance :

*Colloque du 14 novembre 2003, organisé en partenariat avec la chambre de commerce de Nantes et les associations « Routes des estuaires » et « Routes Centre Atlantique » au Sénat intitulé :
La réalisation d'équipements et d'infrastructures pour soutenir la croissance*

L'ensemble des acteurs du transport a rappelé aux pouvoirs publics la nécessité de se doter d'une programmation à long terme des besoins en infrastructures et d'augmenter les niveaux d'investissements qui lui sont consacrés.

A cette occasion, le schéma national multimodal de transport à l'horizon 2030 a été présenté par les co-présidents de TDIE.

Intervenants :

Première table ronde : Répondre aux besoins de transport pour le long terme

- Philippe DURON, président de TDIE
- Rémi MAYET, administrateur DGTREN
- Jean-Pierre DUPORT, Président RFF
- François BORDRY, Président VNF
- Jacques TRORIAL, Président de l'ADPF
- Philippe GRESSET, Président de l'USIRF
- Patrice PARISE, direction des routes au Ministère de l'Équipement
- Philippe LAUNAY, vice-président de la CCI de Nantes
- François-Michel GONNOT, député de l'Oise
- François BRANCHE, directeur général de GEODIS et co-président de la FNTR
- Michel SAVY, professeur à l'ENPC et l'Université Paris Val de Marne
- Jean POULIT, conseiller du Vice-Président du CGPC

Seconde table ronde : Financer les infrastructures de transport pour soutenir la croissance

- Jacques OUDIN, co-président délégué de TDIE, sénateur de Vendée
- Gilles SAVARY, député européen, vice-président de la commission transport, politique régionale et tourisme
- Claude MARTINAND, vice-président du CGPC
- André-Laurent MICHELSON, directeur des fonds d'épargne de la CDC
- Philippe VALLETOUX, vice-président du directoire DEXIA Crédit Local
- Eric FOURNIER, vice-président délégué aux transports et aux communications, conseil régional de Rhône-Alpes
- Georges DROUIN, Président d'Ouest Atlantique
- Alain BREAU, Président de TLF
- Daniel TARDY, Président de la FNTP
- Jean-Claude JOUFFROY, Directeur de cabinet de Dominique BUSSEureau secrétaire d'Etat aux Transports

B/ Séminaire interne :

- Les impacts du projet de loi décentralisation sur la gouvernance des transports :

*Séminaire de travail interne organisé pour le compte de la DATAR du 25 novembre 2003 à l'ACFCI:
Transports, infrastructures de communication et décentralisation*

Ce séminaire a été l'occasion de réunir des acteurs locaux du secteur des transports, membres d'associations de professionnels et de recueillir leur analyse des impacts prévisibles du projet de loi décentralisation sur la gouvernance des transports. Les inquiétudes essentielles consistaient en un manque de lisibilité de la nouvelle répartition des compétences, mais aussi quant au non-respect des engagements financiers de l'Etat.

Intervenants :

- Marie ADELIN-PEIX, Chef de service Transport au Conseil régional de Bretagne
- Agnès ARABEYRE, Chargée d'études Prospectives à la Datar
- Jean-Pierre BLAU, Direction des Infrastructures et des transports au Conseil régional Midi-Pyrénées
- Reza BOUZENAR, Direction de l'Aménagement du Territoire au Conseil régional des Pays-de-la Loire
- Nadège BUQUET, Chargée de mission TDIE
- Claude CHARDON, Chef du Service du Développement régional – CRCI Rhône-Alpes
- Odile CHEREL, Chef du Service Territoire, Environnement, Europe à l'ADF
- Odile COINTET-PINEL, Responsable du pôle Logistique à la Datar
- Michel CORNIL, Président de l'UTP - (SNCF)

- Jean-Baptiste de PREMARE, Délégué Général de TDIE
- Dominique DEWIN, Directeur Général Adjoint des Services au Conseil régional Rhône-Alpes
- Bernard DREYFUS, Directeur de la Datar
- Jean-Bernard DUPARC, Service Infrastructures et Logistiques – Conseil régional Nord Pas de Calais
- Gilles FOURT, Directeur Etudes et Prospectives – CRCI Nord Pas de Calais
- Christophe HAUSBERG, pôle aménagement du territoire et transport, ACFCI
- Jean Claude MERCADIER, DGA Aménagement Espace et environnement, Conseil général de la Vienne
- Catherine MERCIER, directrice du pôle aménagement du territoire et transport à l'ACFCI
- Philippe MULLER, responsable des transports, communauté urbaine de Bordeaux
- Olivier PAUL-DUBOIS-TAINE, Direction des affaires économiques et internationales du Ministère de l'Équipement
- Jean-louis PERROT, directeur général adjoint, conseil général du Val d'Oise
- Philippe GAMON, communauté urbaine de Lyon
- André REMY, direction économique de la FNTR
- Pascal ROZE, directeur général adjoint, conseil régional de Bourgogne

IV. Etudes réalisées par TDIE en 2003

(L'ensemble des documents est disponible en annexe)

1- Financement des infrastructures de transport : étude de comparaison européenne (avril 2003)

Les objectifs :

Une étude descriptive et analytique sur les questions de prospective et de financement des transports en Europe, a été commandée à 6 experts européens (Nathalie CARRON pour la Suisse, Phil GOODWIN pour la Grande Bretagne, Sergio BOLOGNA pour l'Italie, Marc GAUDRY les pays Bas, Peter GEHRUNG pour l'Allemagne, Rafael IZQUIERDO pour l'Espagne).

Ce travail de fond a nourri le séminaire de TDIE du 14 avril 2003 : « Politiques d'investissements et de financement en infrastructures de transport : comparaison européenne et enseignements pour la France ».

Des réponses étaient attendues sur les problématiques suivantes :

- approche comparative sur les outils de prévision, de planification, de programmation des investissements
- approche comparative des ratios recettes/dépenses des transports
- approche comparative sur les fonds dédiés ou les recettes affectées aux transports
- approche comparative des engagements en part de PIB

Les enseignements de l'étude :

Au terme des débats conduits lors du séminaire du 14 avril 2003, par des experts nationaux et européens, trois conclusions ont été mises en avant:

- dans tous les pays européens analysés, un véritable effort d'évaluation des besoins est réalisé.
- partout, une véritable volonté politique en faveur du développement des infrastructures de transport est affirmée au travers de l'adoption de lois-cadre, de la mise en œuvre de vastes programmes d'investissement par mode et par niveau d'intervention.
- en matière de financement, toutes les démarches convergent vers des solutions semblables : taxation spécifique au secteur des transports, affectation de ces recettes à un fonds dédié.

2- Dossier parlementaire pour le débat sur les infrastructures de transport (mai-juin 2003)

L'ensemble des débats a conduit à la production d'un dossier d'information diffusé aux sénateurs, députés (également une sélection de députés européens), aux présidents des conseils généraux et régionaux, ainsi qu'à certains élus locaux.

L'objectif était, que le jour du débat, chacun des acteurs dispose d'un dossier complet. L'élaboration puis la diffusion de la synthèse des débats ont permis une sensibilisation des parlementaires aux caractéristiques spécifiques du secteur des transports en matière de programmation et de financements.

Ce dossier se compose de 12 fiches réunissant les sujets suivants :

- TDIE : une association au service d'une politique des transports et à l'écoute des régions
- Un constat incontournable : la croissance continue des besoins de transport
- Les réseaux de transport : ossature de l'aménagement durable du territoire
- L'aménagement à long terme des infrastructures de transport dans le cadre français et européen
- La place et le rôle des collectivités territoriales
- La prise en compte du débat public et les évolutions environnementales
- L'intermodalité : mythe, réalité et volonté
- La qualité de service : une priorité économique et citoyenne
- Les mutations dans le domaine des transports, importance de la logistique
- Le véritable coût du développement des transports
- Usager ou contribuable : qui doit payer ?
- Les 4 principes d'une politique financière des transports dynamique

3- 40 recommandations en faveur d'une politique des transports moderne (mai-juin 2003)

Ces 40 recommandations ont émergé dans le cadre de l'élaboration du dossier d'information relatif aux débats parlementaires.

L'ensemble des recommandations formulées réunissait ces différents thèmes :

- L'organisation, la cohérence spatiale et économique, la complémentarité des acteurs et des modes
- L'évaluation et le suivi des politiques et des projets, l'analyse des impacts ainsi que la mise en œuvre des projets et leur accompagnement
- Le financement du transport et de ses infrastructures : principes généraux
- Le financement des infrastructures des transports : d'une part les emprunts et endettements, d'autre part, l'évolution vers une part de ressources affectées
- La tarification de l'usage des réseaux
- La diversification des instruments financiers

4- Etude cartographique : contribution en faveur d'un schéma multimodal de transport à l'horizon 2030 (novembre 2003)

Ce travail s'inscrit dans la perspective d'un schéma national multimodal qui reprendrait les principales options du gouvernement en matière d'infrastructures de transport.

Une première base cartographique a été élaborée à partir de l'étude effectuée par TDIE sur les projets régionaux, enrichie de divers rapports (rapports parlementaires, rapport d'audit, études prospectives de la DATAR, rapport Van Miert...) mais aussi des réflexions apportées lors des groupes de travail réunissant les principaux acteurs des modes de transports.

Il s'agit d'une production inédite de 9 cartes traduisant de façon synthétique les besoins de la France en matière d'infrastructures de transports, par mode. Ce travail fournit une évaluation du linéaire à créer (2500Km pour les LGV et 3900 Km pour les autoroutes) et du financement à y apporter (130 milliards d'euros d'ici 2030).

5- Etude DATAR sur la mise en œuvre de la décentralisation (décembre 2003)

Suite à la rencontre du 25 novembre 2003, une synthèse des divers entretiens a été élaborée consistant en un recueil des enseignements de la séance d'échanges. Puis, des perspectives de réflexion ont été définies, lesquelles feront l'objet de nouveaux chantiers à investiguer avec la DATAR.

Les débats et les attentes des participants à ce séminaire permettent en effet de dégager des perspectives de travail sur les trois principaux thèmes qui ont été relevés et qui sont complémentaires les uns des autres:

1. La coordination des acteurs du transport avec une réflexion sur le renforcement de la région tant en termes de légitimité que sur le plan opérationnel.
2. Les nouvelles conditions du financement des infrastructures et des outils de programmation et de réalisation (nouveaux contrats de plan, pour quelles infrastructures et avec qui ?).
3. Les outils du dialogue et de partage d'expérience : les acteurs en charge dans les collectivités territoriales des transports souhaitent également une réflexion sur les outils d'aide à la décision en matière de choix des infrastructures

6- Collaboration TDIE/INRETS, en cours (décembre 2003 à mars 2004)

L'étude mandatée auprès du Master Droit de la Construction, environnement et urbanisme de l'Université Lille 2, s'inscrit dans le contexte du projet de loi sur les responsabilités locales, acte 2 de la décentralisation et a pour objectif d'en analyser les impacts en matière de gouvernance des transports au niveau territorial : Quelles conséquences du nouveau contexte législatif sur la cohérence des politiques menées et sur la coordination du système d'acteurs ? Quels place et rôle du conseil régional dans ce nouveau contexte ?

V. Veille parlementaire en 2003

L'année 2003 a été riche quant à la production de rapports et textes parlementaires, relatifs au secteur des transports. TDIE a suivi l'ensemble de ces textes mais également l'implication de Jacques OUDIN au sénat dans ses activités notamment de rapporteur du budget transport, rédacteur de rapports sur le financement des infrastructures de transport.

- débats parlementaires du 20 mai à l'Assemblée Nationale et du 3 juin 2003 au Sénat
- proposition de loi de Jacques OUDIN portant diverses mesures en matière de transport (juillet 2003)
- projet de loi sur les responsabilités locales (novembre 2003) dont Titre 4 : Compensation des transferts de compétences
- projet de loi de finances pour 2004 (décembre 2003)
- Question orale avec débat de Jacques OUDIN, du 12 novembre
- Rapports parlementaires diffusés en 2003 :
 - Haenel et Gerbaud, sur « *Le fret ferroviaire français : la nouvelle bataille du rail* », février 2003.
 - Henri de Richemont : « *Un pavillon attractif, un cabotage crédible : deux atouts pour la France* », avril 2003
 - Bernard Joly, « *Interconnexions des LGV européennes* », octobre 2003.
 - Christian Philip, « *Le financement des déplacements urbains* », décembre 2003